

Table of Contents

<u>OTTAWA ENVOIE 22 POLICIERS DE PLUS EN AFGHANISTAN ILS FORMERONT LEURS HOMOLOGUES LOCAUX</u>	1
<u>DISCOURS DU TRÔNE IL SERA PRONONCÉ LE 16 OCTOBRE</u>	2
<u>Harper se pliera à un vote de confiance</u>	4
<u>Harper proroge la session parlementaire</u>	6
<u>La duchesse de Charlevoix et le sieur de Roberval</u>	7
<u>Pas d'urgence, soutient Bernier</u>	9
<u>Voir l'Afghanistan et mourir</u>	11
<u>Le cerveau de l'enlèvement des Sud-Coréens tué</u>	12
<u>Ottawa envoie 22 autres policiers à Kandahar</u>	13
<u>Harper met son pouvoir en jeu</u>	14
<u>Sagesse militaire à retardement</u>	16
<u>Lettres: D'autres moyens que la guerre</u>	17
<u>Afghanistan: Ottawa change de stratégie avec les médias</u>	18
<u>Harper joue le tout pour le tout; Le discours du Trône annoncé hier pourrait mettre en péril le gouvernement</u>	20
<u>Ceci n'est pas une guerre</u>	23
<u>Des résultats concrets; Malgré les critiques, la présence canadienne dans la province de Kandahar améliore sensiblement le quotidien de la population</u>	25
<u>La guerre des dates</u>	26
<u>De troublants doutes sur les policiers afghans</u>	28
<u>La passoire afghane</u>	30
<u>Dion et Duceppe se trompent, croit Maxime Bernier; La mission afghane ne devrait pas être un enjeu des partielles, dit le ministre</u>	32
<u>Bienvenue au Confusghistan</u>	34

Table of Contents

<u>Stephen Harper défiera l'opposition.....</u>	36
<u>Rien ne prouverait que l'armée a mal agi en transférant les détenus afghans.....</u>	38
<u>Ottawa s'engage à faire le point régulièrement sur la mission en Afghanistan.....</u>	40
<u>Le cerveau présumé de l'enlèvement des Sud-Coréens tué en Afghanistan, selon les autorités.....</u>	42
<u>Harper proroge la session et annonce un discours du Trône pour octobre.....</u>	43
<u>Un prédicateur islamiste radical prédit qu'Al-Qaida frappera le Canada.....</u>	45

OTTAWA ENVOIE 22 POLICIERS DE PLUS EN AFGHANISTAN ILS FORMERONT LEURS HOMOLOGUES LOCAUX

SOURCETAG 0709050156
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.05
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 28
BYLINE: PC
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 99

OTTAWA -- (PC) Le gouvernement canadien enverra 22 agents de police en Afghanistan pour contribuer aux efforts de l'Union européenne qui s'est chargée de la formation de la police afghane.

Il y a déjà 13 policiers canadiens en Afghanistan, la majorité attachée à l'équipe provinciale de reconstruction dans la région de Kandahar.

Les nouveaux agents de police doivent tenter de redresser une situation difficile.

D'après l'évaluation du gouvernement canadien, la formation des militaires afghans va bon train alors que celle des policiers afghans laisse à désirer.

L'annonce de la nouvelle contribution canadienne a été faite par des hauts fonctionnaires qui ont tenté, hier matin, de reprendre le contrôle du message dans le dossier de l'Afghanistan.

DISCOURS DU TRÔNE IL SERA PRONONCÉ LE 16 OCTOBRE

SOURCETAG: 0709050153

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.09.05

EDITION: Final

SECTION: Nouvelles

PAGE: 26

ILLUSTRATION: 1. PHOTO REUTERS La session qui devait reprendre le 17 septembre a été prorogée. Stephen Harper est prêt à mettre son gouvernement en péril avec un nouveau Discours du Trône.

BYLINE: PC

DATELINE: OTTAWA

WORD COUNT: 312

OTTAWA — (PC) Le premier ministre Stephen Harper a mis fin aux rumeurs qui couraient depuis des semaines en annonçant hier la prorogation de la session parlementaire qui devait normalement reprendre le 17 septembre.

Il a du même souffle annoncé qu'il présenterait le 16 octobre prochain un discours du Trône faisant état de ses nouvelles priorités.

"Nous avons concrétisé les principaux engagements que nous avons pris envers les Canadiens pendant la campagne électorale de 2006", a fait valoir le premier ministre dans un communiqué.

Deuxième étape

"Il est maintenant temps d'amorcer la deuxième étape de notre mandat", a-t-il ajouté sans toutefois donner de précisions.

Au moment du remaniement ministériel, le mois dernier, Stephen Harper avait entre autres parlé d'économie, de lutte contre la criminalité et de défense de la souveraineté canadienne dans l'Arctique.

Son lieutenant québécois Lawrence Cannon a laissé entendre que les familles et les contribuables "qui paient leurs taxes et qui travaillent très fort" seraient au coeur des préoccupations des conservateurs au cours des prochains mois.

En prorogant la session, Stephen Harper espère sans doute redonner de l'élan à son parti qui piétine dans les sondages depuis plusieurs mois.

Pari risqué

Le pari est cependant risqué puisque le discours du Trône sera obligatoirement suivi d'un vote de confiance qui pourrait entraîner la chute du gouvernement minoritaire élu en janvier 2006.

On s'attend à ce que le Nouveau Parti démocratique se prononce contre le discours du Trône. Le chef Jack Layton, qui était défavorable à la prorogation, a reproché au premier ministre de faire perdre du temps aux

élus.

Le chef du Parti libéral Stéphane Dion a pour sa part laissé savoir qu'il lirait le texte avant de décider, mais l'opposition officielle vote traditionnellement contre le gouvernement.

Dans ce contexte, la survie du gouvernement dépendrait du Bloc québécois qui a déjà commencé à énoncer ses conditions. Le chef Gilles Duceppe a répété hier qu'il exigerait la promesse d'un retrait d'Afghanistan en février 2009.

Le Bloc souhaite aussi obtenir un engagement sur le pouvoir fédéral de dépenser ainsi que sur le respect des cibles de réduction de gaz à effet de serre contenues dans le Protocole de Kyoto, entre autres.
!**@MOTSCLES=HARPER MET FIN À L'INCERTITUDE**

Harper se pliera à un vote de confiance

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.09.05

SECTION: National

PAGE: 2

SOURCE: La Presse

BYLINE: Bellavance, Joël-Denis

DATELINE: Ottawa

WORD COUNT: 734

Le premier ministre Stephen Harper mettra la survie de son gouvernement en jeu cet automne en présentant un nouveau discours du Trône le 16 octobre.

M. Harper a confirmé hier qu'il prorogeait le Parlement, dont les travaux devaient reprendre le 17 septembre, quelques heures seulement avant de partir en direction de l'Australie où il assistera au Forum de coopération économique Asie-Pacifique les 8 et 9 septembre.

Compte tenu que le discours du Trône fait l'objet d'un vote de confiance à la Chambre des communes, le gouvernement minoritaire de Stephen Harper devra obtenir l'appui d'un des trois partis d'opposition pour se maintenir au pouvoir. Si le Parti libéral, le Bloc québécois et le NPD votent en bloc contre les mesures proposées par le gouvernement, M. Harper n'aura d'autre choix que de demander à la gouverneur générale Michaëlle Jean de déclencher des élections générales.

Les travaux de la Chambre des communes reprendront donc un mois plus tard que prévu, soit après la tenue des élections partielles dans trois circonscriptions au Québec (Outremont, Roberval et Saint-Hyacinthe/Bagot) le 17 septembre et après le scrutin provincial en Ontario le 10 octobre.

A l'issue d'une réunion de son cabinet au Lac Meech, Stephen Harper a affirmé avoir réalisé les principaux engagements pris lors de la campagne électorale de 2006. L'heure est donc venue, selon lui, de présenter les nouvelles priorités de son gouvernement aux Canadiens. "Après 19 mois au pouvoir, je suis ravi de déclarer que le Canada est uni, que notre gouvernement est intègre et que notre économie est forte. Il est maintenant temps d'amorcer la deuxième étape de notre mandat. Un solide leadership, axé sur les résultats, continuera de guider notre gouvernement alors que nous nous efforçons de rendre notre pays encore plus fort et meilleur pour l'ensemble des familles canadiennes", a affirmé M. Harper dans un communiqué de presse.

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper a déjà tenu le coup plus longtemps que la moyenne de vie des gouvernements minoritaires. Historiquement, les gouvernements minoritaires ont réussi à se maintenir au pouvoir environ 18 mois.

En confirmant ses intentions, hier, M. Harper a invité les trois partis d'opposition à la collaboration. "Les Canadiens nous ont confié un mandat de changement. Mais ce n'est qu'un début. Nous saisirons les occasions qui s'offrent à nous et nous relèverons les défis en perspective. J'invite les autres partis à se joindre à nous pour que cette deuxième session soit encore plus fructueuse que la première. Nous pouvons faire beaucoup plus pour rendre le Canada plus fort, plus sûr et meilleur pour nous tous, et nous le ferons", a-t-il affirmé.

Mais les trois partis d'opposition ont réagi avec indignation à la décision de M. Harper. Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, a soutenu que rien ne justifie ce geste du premier ministre. Le chef du NPD, Jack Layton, a accusé le premier ministre de mettre les députés "en lock-out".

"Il est fort dommage que le premier ministre ait décidé de reporter la reprise des travaux du Parlement alors qu'il n'a rien fait pour résoudre la crise du réchauffement planétaire, pour gérer la mission canadienne en Afghanistan ou pour expliquer ses promesses non tenues au sujet des fiduciaires de revenus ou de la péréquation, pour ne citer que ces questions", a dit M. Dion dans un communiqué de presse.

N'empêche que M. Dion et ses collègues des autres partis ont profité de l'occasion pour fixer leurs conditions pour appuyer le discours du Trône.

M. Dion exige notamment que le gouvernement Harper déclare que le Canada va informer ses alliés de l'OTAN que la mission de combat à Kandahar, en Afghanistan, prendra fin en février 2009. Il veut aussi que le gouvernement prenne les mesures qui s'imposent pour soutenir l'économie canadienne, notamment dans le secteur manufacturier et établisse un plan de lutte contre la pauvreté au Canada.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a réitéré sa demande d'inscrire dans le discours la fin de la mission de combat dans la région de Kandahar, à défaut de quoi son parti votera contre le gouvernement.

"Il n'est pas question de négocier sur la fin de la mission en février 2009. (...) Je ne veux pas jouer aux fanfarons. On sera responsables. On assumera nos décisions. Mais sur la mission, il faut qu'ils annoncent la fin de la mission pour février 2009. Ça ne peut pas être négocié", a dit M. Duceppe.

Harper proroge la session parlementaire

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.09.05
SECTION: Actualités
PAGE: 11
SOURCE: PC
BYLINE: KARINE FORTIN
DATELINE: OTTAWA
ILLUSTRATION: Stephen Harper
WORD COUNT: 321

Le premier ministre Stephen Harper a mis fin aux rumeurs qui couraient depuis des semaines en annonçant mardi la prorogation de la session parlementaire qui devait normalement reprendre le 17 septembre.

Il a du même souffle annoncé qu'il présenterait le 16 octobre prochain un discours du trône faisant état de ses nouvelles priorités.

"Nous avons concrétisé les principaux engagements que nous avons pris envers les Canadiens pendant la campagne électorale de 2006", a fait valoir le premier ministre dans un communiqué transmis en fin d'après-midi.

"Il est maintenant temps d'amorcer la deuxième étape de notre mandat", a-t-il ajouté sans toutefois donner de précisions sur les projets de son équipe.

Au moment du remaniement ministériel, le mois dernier, Stephen Harper avait entre autres parlé d'économie, de lutte contre la criminalité et de défense de la souveraineté canadienne dans l'Arctique.

En prorogeant la session, Stephen Harper espère sans doute redonner de l'élan à son parti qui piétine dans les sondages depuis plusieurs mois.

Le pari est cependant risqué puisque le discours du trône sera obligatoirement suivi d'un vote de confiance qui pourrait entraîner la chute du gouvernement minoritaire élu en janvier 2006.

On s'attend à ce que le Nouveau Parti démocratique se prononce contre le discours du trône. Le chef Jack Layton, qui était défavorable à la prorogation, a reproché au premier ministre de faire perdre du temps aux élus.

De passage dans la circonscription de Roberval-Lac-Saint-Jean, le chef du Parti libéral Stéphane Dion a pour sa part laissé savoir qu'il lirait le texte avant de décider, mais l'opposition officielle vote traditionnellement contre le gouvernement.

Dans ce contexte, la survie du gouvernement dépendrait du Bloc québécois qui a déjà commencé à énoncer ses conditions. Le chef Gilles Duceppe a répété mardi qu'il exigerait la promesse d'un retrait d'Afghanistan en février 2009.

Même si elle n'entraîne pas la chute du gouvernement Harper et des élections générales, la prorogation pourrait tuer dans l'oeuf certains projets de loi, dont plusieurs destinés à mieux lutter contre la criminalité, de même qu'un sur l'environnement, le projet de loi C-30.

La duchesse de Charlevoix et le sieur de Roberval

PUBLICATION: Le Quotidien

DATE: 2007.09.05

SECTION: Chronique

PAGE: 10

BYLINE: Ségal, Myriam

WORD COUNT: 720

Pauline Marois et Jean Charest se sont entendus comme larrons en foire pour donner Charlevoix à la chef péquiste. Jean Charest prétend poser un geste noble, respectueux des traditions parlementaires en lui laissant la voie libre. Il tente même de faire passer Mario Dumont pour un voyou parlementaire parce qu'il ne s'incline pas d'emblée devant la future duchesse de Charlevoix. Un politicien fait rarement les choses par grandeur d'âme. Il sert toujours un intérêt plus vil, un calcul plus mesquin.

Les libéraux ont peu de chances dans Charlevoix, un comté à l'électorat volatil, plus attaché aux personnalités qu'aux partis, et souverainiste depuis 1995. En ne s'y présentant pas, Jean Charest gagne à tout coup. Il économise l'énergie d'une campagne, l'amertume d'une défaite et oblige ses rivaux à s'empoigner entre eux, se tenant au-dessus de la mêlée et cultivant une image de gentilhomme. Tradition, mon oeil!

La tradition parlementaire, dont se réclame Jean Charest, a été établie dans un système à deux partis. On laissait, en effet, le chef de l'Opposition officielle ou celui du gouvernement accéder à l'assemblée nationale sans coup férir. Mais Pauline Marois n'est ni l'une, ni l'autre. Elle est chef du troisième parti. Et là-dessus, il n'y a pas de tradition. Jean Charest en eut-il fait autant si Mario Dumont avait été battu, lors de l'avant-dernière élection, quand il était chef du troisième parti ?

Quoiqu'il arrive dans Charlevoix, Jean Charest est gagnant. Si l'ADQ ne performe pas, Dumont sera affaibli dans la couronne de Québec. Si Pauline Marois est battue ou écorchée, le PQ retourne dans les limbes. L'objectif du gouvernement est d'éliminer un des deux autres partis pour que cesse l'ingérable ménage à trois actuel. Aussi, il est clair, depuis l'élection, qu'il préfère l'opposition plus prévisible du PQ à celle des jeunes loups de l'ADQ. Le PQ a goûté le pouvoir. Il en connaît les avantages et conteste moins les automatismes politiques, des nominations partisans aux "deals" entre partis. De plus, une opposition de gauche, diamétralement opposée au Parti libéral sur le plan constitutionnel, est plus aisée à combattre. Mario Dumont porte son indignation à droite et joue sur le nationalisme tiède, dans les pâturages du Parti libéral.

De toute façon, la démocratie sort amochée du stratagème. Voilà que le parti gouvernemental s'arroge le droit d'échapper au jugement des électeurs. Pour qui voteront les 27% d'électeurs libéraux dans Charlevoix? En déclarant forfait, le gouvernement les incite à choisir leur ennemi ou encourage l'abstention. Dans les deux cas, la voix du peuple le cède aux calculs cyniques. Cela confirme tristement que, sur l'échiquier politique, le député local n'est qu'un pion qui se sacrifie volontiers pour la reine pendant que le roi se planque derrière la tour. Reste à surveiller la diagonale du fou!

Au fédéral,

dans Roberval

Un candidat conservateur qui était libéral il y a peu; une candidate libérale membre du Parti conservateur; une bloquiste terne, tapie derrière son chef; un néo-démocrate parachuté, caricature vivante du manifestant professionnel; un vert inconnu, handicapé par l'attaque injuste de Greenpeace sur une région souffrante. Je ne voudrais pas avoir à voter dans Roberval, le 17 septembre.

Jusqu'ici, tous les candidats ont servi des discours réchauffés, cousus de formules creuses et de généralités nébuleuses. Denis Lebel, maire de Roberval et candidat conservateur, est particulièrement vague et inconsistant. En quête des bonnes grâces de Harper, il épouse déjà les euphémismes gouvernementaux, ânonnant que le Canada est en "mission de paix" en Afghanistan. La candidate libérale est frustrée de n'être pas invitée à un meeting revendicateur de la MRC Maria–Chapdelaine. La bloquiste propose –sans les préciser– "des petits gestes plutôt qu'une grande promesse non tenue".

Ils jurent tous d'être à l'écoute, de travailler fort, de se soucier de la crise forestière. On pourrait quasi échanger leur discours sans qu'ils s'en aperçoivent. Ils vendent sans panache leur ego, pas leurs idées, ni leurs projets.

Que choisir dans toute cette vacuité? Le pouvoir, en espérant des retombées, au risque d'offrir un triomphe au gouvernement, ou l'opposition qui prétend peser dans ce régime minoritaire ? Voter opportuniste ou protestataire?

Pas d'urgence, soutient Bernier

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.09.05
SECTION: Actualités
PAGE: 9
SOURCE: La Presse
BYLINE: JOEL-DENIS BELLAVANCE
DATELINE: OTTAWA
ILLUSTRATION: Maxime Bernier, ministre des Affaires étrangères. (Photo LaPresse)
WORD COUNT: 580

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, accuse le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, et le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, d'utiliser la mission canadienne en Afghanistan pour marquer des points politiques à l'approche de trois élections partielles au Québec.

Dans une entrevue exclusive accordée à La Presse, M. Bernier a dit ne pas voir la même urgence que les libéraux et les bloquistes à statuer sur la poursuite de la mission de combat en Afghanistan puisque le Canada s'est engagé à maintenir des troupes dans la région de Kandahar jusqu'en février 2009.

Le chef de la diplomatie canadienne a affirmé que le gouvernement Harper tiendra un débat et un vote à la Chambre des communes pour trancher si les soldats canadiens continueront leur travail à Kandahar, seront déployés dans une autre région moins dangereuse de l'Afghanistan à partir de février 2009 ou s'ils seront rapatriés au pays.

Ce seront tous les députés à la Chambre des communes, et non pas Stéphane Dion ou Gilles Duceppe, qui décideront de la suite des choses après cette date, a affirmé le ministre Bernier. "Nous sommes un gouvernement très transparent. Lorsque le gouvernement s'est engagé à aller en Afghanistan pour la première fois, il n'y a pas eu de vote sous les libéraux. Mais nous, nous avons tenu un vote pour la prolonger. Nous avons eu un débat au Parlement. Dans la même logique, le premier ministre a dit que nous allons avoir un débat et le Parlement va devoir trancher sur cette question, mais en temps et lieu. Nous sommes là jusqu'en février 2009. Il n'y a pas d'urgence à faire ce débat-là dans les prochaines semaines", a affirmé M. Bernier.

Le ministre a rappelé que Stéphane Dion était à la table du cabinet lorsque le gouvernement libéral de Paul Martin a décidé en 2005 de modifier la mission canadienne en Afghanistan en transférant les soldats de Kaboul à Kandahar.

"M. Dion et M. Duceppe essaient de faire de la politique sur cette question. Il y a des élections partielles qui s'en viennent au Québec. Ils veulent en faire un enjeu. (...) M. Duceppe a déjà prononcé un discours à Québec au début de l'année et il a dit qu'un Québec indépendant serait allé en Afghanistan. Il appuie la mission, mais aujourd'hui il veut avoir un débat le plus rapidement possible. On lui a dit qu'il va en avoir un. On est des gens de parole. Il va y avoir un débat", a dit M. Bernier.

Des élections partielles auront lieu le 17 septembre dans trois circonscriptions au Québec, Outremont, Roberval et Saint-Hyacinthe/Bagot. Outremont est un bastion libéral et les deux autres circonscriptions sont détenues par le Bloc québécois depuis 1993. Mais le Parti conservateur ne ménage aucun effort pour déloger le Bloc québécois dans ces deux bastions souverainistes.

Ces dernières semaines, M. Duceppe et M. Dion ont augmenté la pression sur le gouvernement Harper pour

qu'il confirme la fin de la mission de combat à Kandahar en février 2009. Gilles Duceppe a déclaré qu'il était prêt à travailler pour renverser le gouvernement conservateur minoritaire si celui-ci ne s'engage pas retirer les troupes de Kandahar à cette date dans le discours du Trône qui sera présenté le 16 septembre. Le NPD réclame de son côté le retrait immédiat des troupes de l'Afghanistan où 70 soldats et un diplomate canadiens ont perdu la vie jusqu'ici.

Voir l'Afghanistan et mourir

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois–Rivières)

DATE: 2007.09.05

SECTION: Opinions

PAGE: 8

COLUMN: Opinions des lecteurs

WORD COUNT: 543

Dans ma lointaine jeunesse, les garçons avaient l'habitude de jouer aux cowboys" ou "à la guerre". Probablement marqués par les films poussiéreux américains visionnés béatement dans une salle surchauffée de sous-sol d'église ou par l'année de leur naissance, entre 1939–1945, date mémorable de la Deuxième Grande Guerre.

Mais rien de comparable avec la vraie guerre qui sévit actuellement en Afghanistan. Une boîte de carton démantelée nous servait de bouclier et notre arsenal d'armes massives se résumait à des tire–pois et des tire–roches. La cuisine de ma mère nous fournissait les pois et la cour arrière, les roches. Comme à la guerre, il y avait des "morts" maculés de ketchup et quelques blessés légers qui guérissaient leurs égratignures dans un bon bain chaud.

Après mûre réflexion, on constate certaines ressemblances. Dans le peloton de ma rue, on détectait toujours un petit général qui donnait des ordres, organisait l'attaque, préparait les plans, mais demeurait toujours en retrait. Il ne se fabriquait pas de tire–roches ni d'écu protecteur pour la simple raison qu'il n'allait pas au combat. Même pas une déchirure sur sa culotte courte, pas de sales poussières sur ses bottines luisantes. C'était le chef.

A ce moment–là, nos guerres intestines n'avaient pas d'écho dans les journaux. Pas de photographe, pas de télévision, pas d'éditorialiste pour nous dire si nous avons raison ou non de jouer à la guerre. On n'obligeait personne à participer. Pas de colonel à la retraite pour préparer nos plans d'attaque... Que des volontaires... qui voulaient de l'action, qui étaient en mission.

Un jour, notre chef nous précipite en mission forcée. Sans trop d'explications, nous devons envahir la cour du voisin. Bien protégés par la clôture, on détruisait les vitres de la maison et du garage du voisin. On creusa un trou sous la clôture pour enfin pénétrer chez l'ennemi. C'est alors que nous sommes devenus des cibles faciles pour le voisin qui nous a cueilli l'un après l'autre comme des fruits mûrs. Nous étions ses prisonniers. Son gros chien, posté près du trou, nous empêchait de rebrousser chemin.

Aujourd'hui, 2500 soldats du Royal 22e régiment de Valcartier affrontent, sur une terre rocheuse et aride, au sud de l'Afghanistan, les talibans, les narco–trafiquants, les fanatiques de la religion islamique, les chefs de guerre qui se battent entre eux depuis des lunes. Ces soldats ne s'amuse plus, ils travaillent dans les bases de soutien avancées alors qu'une poignée seulement oeuvrent au sein des équipes provinciales de reconstruction qui coordonnent des projets de remise en état des infrastructures du pays. Est–il besoin d'ajouter que leurs plans de reconstruction changent chaque jour?

En 1939–1945, les Canadiens–français ont servi de chair à canon lors du débarquement de Dieppe. En 2007, les soldats québécois de l'armée canadienne oeuvrent à Kandahar, une zone à haut potentiel de risque. Ils sont au "front". Rentreront–ils tous à la maison? Si oui, dans quel état physique et mental? Est–ce que la stabilité et la sécurité du peuple afghan priment sur la stabilité et la sécurité qu'apporte un père dans une famille?

Réal Chamberland Trois–Rivières

Le cerveau de l'enlèvement des Sud-Coréens tué

PUBLICATION: Le Droit

DATE: 2007.09.05

SECTION: Actualités

PAGE: 24

SOURCE: AP

PHOTO: AP

DATELINE: LE CAIRE

ILLUSTRATION: Hier, durant une conférence de presse donné à l'hôpital, KimKyung-ja, l'otage des talibans libéré le 13 août au coeur de la crise, a dû être soutenue par un médecin, alors qu'elle parlait des conditions de sa captivité.

WORD COUNT: 239

Seize militants afghans, parmi lesquels le cerveau présumé de l'enlèvement de 23 ressortissants sud-coréens dans le pays, ont été tués lors d'affrontements avec la police dans la nuit de lundi à mardi, ont annoncé les autorités. L'information a été contestée par les talibans.

Le Mollah Mateen et 15 autres talibans ont été tués dans la province de Ghazni, où avaient été enlevés les 23 missionnaires sud-coréens en juillet, a indiqué le gouverneur adjoint de la province, Kazim Allayar.

Deux otages avaient été tués au début de la crise, et deux femmes avaient été relâchées début août. Les 19 otages restants ont été libérés la semaine dernière à l'issue de négociations directes entre les talibans et des représentants du gouvernement de la Corée du Sud.

Selon Kazim Allayar, le Mollah Mateen a joué un rôle important dans l'enlèvement des ressortissants sud-coréens et dans les premières négociations avec le gouvernement.

Qari Youssef Ahmadi, qui s'exprime habituellement au nom des talibans, a de son côté affirmé que sept activistes, tous des combattants ordinaires, avaient été tués. Il a assuré que les talibans n'avaient pas de commandant appelé Mollah Mateen et a affirmé ne pas savoir qui ce nom pouvait désigner.

Il est déjà arrivé que les autorités afghanes annoncent à tort le décès de dirigeants talibans. Eux-mêmes ont déjà minimisé ou même nié certaines de leurs pertes.

Plus tôt, la coalition internationale en Afghanistan avait annoncé avoir tué "plusieurs" militants dans la nuit dans la province de Ghazni, sans faire référence au Mollah Mateen.

Ottawa envoie 22 autres policiers à Kandahar

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.05
SECTION: Actualités
PAGE: 24
SOURCE: PC
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 172

Le gouvernement canadien enverra 22 agents de police en Afghanistan pour contribuer aux efforts de l'Union européenne qui s'est chargée de la formation de la police afghane.

Il y a déjà 13 policiers canadiens en Afghanistan, la majorité attachée à l'équipe provinciale de reconstruction dans la région de Kandahar.

Les nouveaux agents de police doivent tenter de redresser une situation difficile. D'après l'évaluation du gouvernement canadien, la formation des militaires afghans va bon train alors que celle des policiers afghans laisse à désirer.

L'annonce de la nouvelle contribution canadienne a été faite par des hauts fonctionnaires qui ont tenté, hier matin, de reprendre le contrôle du message dans le dossier de l'Afghanistan.

Dans ce but, le gouvernement Harper a tenu la première d'une série mensuelle de rencontres d'information pour la presse à Ottawa.

L'ambassadeur canadien en Afghanistan, Arif Lalani, y a participé, par téléphone, à partir de Kaboul.

L'ambassadeur en a profité pour marteler son message à l'effet que la situation en Afghanistan s'améliore, selon lui. Et il s'est dit frustré de voir que ce message ne parvient pas suffisamment aux Canadiens.

Par ailleurs, trois policiers ont été tués dans des attentats-suicide perpétrés lundi et mardi.

A travers le pays, 27 militants ont également été tués dans des affrontements.

Harper met son pouvoir en jeu

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.05
SECTION: Manchette
PAGE: 3
SOURCE: La Presse
BYLINE: Bellavance, Joël-Denis
ILLUSTRATION: Stéphane Dion; Gilles Duceppe; Jack Layton; Compte tenu que le discours du Trône fait l'objet d'un vote de confiance à la Chambre des communes, le gouvernement minoritaire de Stephen Harper devra obtenir l'appui d'un des trois partis d'opposition pour se maintenir au pouvoir.
WORD COUNT: 870

Le premier ministre Stephen Harper mettra la survie de son gouvernement en jeu cet automne en présentant un nouveau discours du Trône, le 16 octobre.

M. Harper a confirmé hier qu'il prorogait le Parlement, dont les travaux devaient reprendre le 17 septembre, quelques heures seulement avant de partir en direction de l'Australie où il assistera au Forum de coopération économique Asie-Pacifique les 8 et 9 septembre.

Compte tenu que le discours du Trône fait l'objet d'un vote de confiance à la Chambre des communes, le gouvernement minoritaire de Stephen Harper devra obtenir l'appui d'un des trois partis d'opposition pour se maintenir au pouvoir. Si le Parti libéral, le Bloc québécois et le NPD votent en bloc contre les mesures proposées par le gouvernement, M. Harper n'aura d'autre choix que de demander à la gouverneur générale Michaëlle Jean de déclencher des élections générales.

Un mois plus tard

Les travaux de la Chambre des communes reprendront donc un mois plus tard que prévu, soit après la tenue des élections partielles dans trois circonscriptions au Québec (Outremont, Roberval et Saint-Hyacinthe-Bagot) le 17 septembre et après le scrutin provincial en Ontario le 10 octobre.

A l'issue d'une réunion de son cabinet au lac Meech, Stephen Harper a affirmé avoir réalisé les principaux engagements pris lors de la campagne électorale de 2006. L'heure est donc venue, selon lui, de présenter les nouvelles priorités de son gouvernement aux Canadiens. "Après 19 mois au pouvoir, je suis ravi de déclarer que le Canada est uni, que notre gouvernement est intègre et que notre économie est forte. Il est maintenant temps d'amorcer la deuxième étape de notre mandat. Un solide leadership, axé sur les résultats, continuera de guider notre gouvernement alors que nous nous efforçons de rendre notre pays encore plus fort et meilleur pour l'ensemble des familles canadiennes", a affirmé M. Harper dans un communiqué de presse.

Endurance

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper a déjà tenu le coup plus longtemps que la moyenne de vie des gouvernements minoritaires. Historiquement, les gouvernements minoritaires ont réussi à se maintenir au pouvoir environ 18 mois.

En confirmant ses intentions, hier, M. Harper a invité les trois partis d'opposition à la collaboration. "Les Canadiens nous ont confié un mandat de changement. Mais ce n'est qu'un début. Nous saisirons les occasions qui s'offrent à nous et nous relèverons les défis en perspective. J'invite les autres partis à se joindre à nous

pour que cette deuxième session soit encore plus fructueuse que la première. Nous pouvons faire beaucoup plus pour rendre le Canada plus fort, plus sûr et meilleur pour nous tous, et nous le ferons", a-t-il affirmé.

Députés en "lock-out"

Mais les trois partis d'opposition ont réagi avec indignation à la décision de M. Harper. Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, a soutenu que rien ne justifie ce geste du premier ministre. Le chef du NPD, Jack Layton, a accusé le premier ministre de mettre les députés "en lock-out".

"Il est fort dommage que le premier ministre ait décidé de reporter la reprise des travaux du Parlement alors qu'il n'a rien fait pour résoudre la crise du réchauffement planétaire, pour gérer la mission canadienne en Afghanistan ou pour expliquer ses promesses non tenues au sujet des fiducies de revenus ou de la péréquation, pour ne citer que ces questions", a dit M. Dion dans un communiqué de presse.

N'empêche que M. Dion et ses collègues des autres partis ont profité de l'occasion pour fixer leurs conditions pour appuyer le discours du Trône.

M. Dion exige notamment que le gouvernement Harper déclare, sans équivoque, que le Canada va informer ses alliés de l'OTAN que la mission de combat à Kandahar, en Afghanistan, prendra fin en février 2009. Il veut aussi que le gouvernement prenne les mesures qui s'imposent pour soutenir l'économie canadienne, notamment dans le secteur manufacturier et établisse un plan de lutte contre la pauvreté au Canada.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a réitéré sa demande d'inscrire dans le discours la fin de la mission de combat dans la région de Kandahar, à défaut de quoi son parti votera contre le gouvernement.

"Il n'est pas question de négocier sur la fin de la mission en février 2009. [...] Je ne veux pas jouer aux fanfarons. On sera responsable. On assumera nos décisions. Mais sur la mission, il faut qu'ils annoncent la fin de la mission pour février 2009. Ça ne peut pas être négocié", a dit M. Duceppe.

Le chef bloquiste a aussi dit aussi souhaiter que le discours du Trône comprenne des mesures pour lutter contre la crise forestière, des engagements par rapport au protocole de Kyoto et des mesures pour limiter le pouvoir du fédéral de dépenser dans les champs de compétence des provinces.

A cet égard, le lieutenant politique de Stephen Harper au Québec, le ministre des Transports Lawrence Cannon, a soutenu que le gouvernement entend respecter sa promesse électorale d'encadrer le pouvoir fédéral de dépenser.

"M. Duceppe semble brasser la marmite, mais ce sont des choses sur lesquelles on travaille depuis 18 mois maintenant. On dirait qu'il tente de se donner une raison d'être. Il se promène à travers le Québec les mains vides, alors que ceux qui livrent la marchandise, c'est notre gouvernement", a dit M. Cannon.

Sagesse militaire à retardement

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.05
SECTION: Opinion
PAGE: 19
COLUMN: Carrefour des
lecteurs
WORD COUNT: 186

Après l'écoute de Mission Kandahar : le Canada en guerre à Radio-Canada, il ne fait plus aucun doute que nos soldats sont en Afghanistan pour "protéger" la qualité des relations canado-étatsuniennes (On ne va pas en Irak, mais on reste en Afghanistan pour vous faire plaisir !) On comprend aussi que de nombreux militaires veulent "faire joujou avec le nouvel équipement high-tech" et que les hauts dirigeants militaires sont plus sages et volubiles lorsqu'ils sont à la retraite. Quant aux politiciens fédéraux, je suis consterné par le manque de dialogue entre eux, leur volonté de ne pas amener le débat sur la place publique. Il faut réaffirmer et remettre à jour la phrase de Clémenceau : "La guerre est une chose beaucoup trop sérieuse pour être confiée aux militaires... et aux politiciens !" Peut-être est-il temps de mettre fin à cette guerre maintenant ? Voir s'il est possible d'apporter de l'aide humanitaire autrement.

Frédéric Murray

Québec

Lettres: D'autres moyens que la guerre

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.05
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a6
BYLINE: André
Stainier
WORD COUNT: 344

Je partage en grande partie l'opinion sur la guerre en Afghanistan de Pierre Desjardins (Le Devoir, le 30 août 2007) selon qui «il y a d'autres moyens moins spectaculaires et plus humbles à utiliser pour régler cette situation».

Il est tout à fait justifié de chercher, même à grands frais, à aider l'Afghanistan à mettre en place un État stable, efficace et démocratique, et cela comprend la neutralisation des talibans comme force susceptible d'accaparer l'État au service d'une cause particulière. Ce qu'on ne dit pas assez, c'est que l'action menée à cette fin par la communauté internationale est bancal, qu'il lui manque un volet essentiel, celui de l'action politique, ce qui déséquilibre le tout et risque de conduire l'entreprise à l'échec. L'absence de cette action a une cause très précise: l'interdiction imposée par les États-Unis, dans leur vision actuelle des choses, de toute négociation avec les instances qu'ils qualifient de terroristes, dont les talibans.

Que les talibans aient derrière eux un pouvoir organisé qui a effectivement gouverné l'Afghanistan dans un passé rapproché, même si c'était de façon illégale et par la force, ou qu'il soit possible d'agir sur cet ex-gouvernement à travers des États voisins ou autres, on s'interdit sous la pression des États-Unis de le prendre en considération et d'y chercher quelque piste que ce soit qui permettrait peut-être de progresser dans le dossier.

Il faut rééquilibrer les choses. A l'image de ce que les Nations unies ont réussi dans d'autres situations, il faut que les gouvernements, afghan d'abord, internationaux ensuite, recourent en priorité à la politique, à la diplomatie, à la négociation, avec ténacité et en y mettant toutes les ressources utiles aussi longtemps qu'il le faudra. L'action militaire, elle, doit être minimale et orientée principalement vers la protection physique des populations. La plus grande partie des énormes ressources qui y sont actuellement consacrées doit être réorientée vers la reconstruction physique, sociale et culturelle du pays.

André Stainier : Québec, le 2 septembre 2007

Afghanistan: Ottawa change de stratégie avec les médias

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.05
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a3
BYLINE: Karine Fortin
WORD COUNT: 408

Ottawa – Plus de cinq ans après l'envoi de troupes en Afghanistan, des hauts fonctionnaires fédéraux ont rencontré la presse hier afin de faire le point pour la première fois sur la très controversée mission militaire, diplomatique et humanitaire en Asie centrale que le gouvernement conservateur tente de mieux «vendre» aux électeurs.

La réunion, qui a eu lieu hier matin à Ottawa, réunissait des représentants de la défense, du service extérieur et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'ambassadeur en Afghanistan, Arif Lalani, a aussi participé à la séance par téléphone, à partir de Kaboul.

Le ministère des Affaires étrangères a indiqué que de telles rencontres auraient désormais lieu tous les mois. L'objectif avoué du gouvernement est de permettre aux journalistes et à la population de mieux mesurer les progrès accomplis en Asie centrale par la coalition internationale dont le Canada fait partie.

Car progrès il y a bel et bien, ont assuré les hauts fonctionnaires. En poste depuis quatre mois dans la capitale afghane, Arif Lalani dit avoir constaté beaucoup de changements dans la région depuis qu'il y a mis les pieds pour la première fois, en 2003.

Des améliorations notables ont entre autres eu lieu «dans les secteurs qui comptent», comme la gouvernance, le développement économique, la sécurité et la police, a-t-il insisté.

De l'avis du diplomate, c'est la faute aux médias si les Canadiens ne s'en rendent pas compte. «Qu'on en parle ou pas, la réalité, c'est qu'on fait des progrès, et les gens qui en sont responsables le constatent tous les jours», a-t-il souligné.

D'après les fonctionnaires présents hier, le Canada a ainsi contribué à creuser 1000 puits depuis le mois de mai, en plus de participer à la réparation ou à la construction de quelque 650 kilomètres de route.

Les contribuables canadiens financent le système scolaire et offrent de l'aide alimentaire d'urgence à des dizaines de milliers de personnes, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial de l'ONU.

A l'instar des autres responsables de la mission, M. Lalani reconnaît toutefois qu'il reste énormément de travail à faire et que le Canada, qui est l'un des leaders de la mission internationale en Asie du Sud, devra sans doute faire d'autres sacrifices.

Depuis 2002, le Canada a perdu 70 militaires et un diplomate en Afghanistan. «Mais l'investissement dans le futur des Afghans ici, c'est un investissement dans notre sécurité aussi, avec 60 nations et organisations», a rappelé l'ambassadeur.

En plus de son rôle militaire dans la province de Kandahar, le Canada participe à l'entraînement de l'armée afghane ainsi qu'à la formation d'avocats, de juges et de policiers locaux.

Harper joue le tout pour le tout; Le discours du Trône annoncé hier pourrait mettre en péril le gouvernement

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.05
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Castonguay, Alec
WORD COUNT: 1388

Ottawa – Toujours coincé en territoire minoritaire dans les intentions de vote, le premier ministre Stephen Harper tente le tout pour le tout dans l'espoir de redonner un deuxième souffle à son gouvernement. Le chef conservateur a annoncé hier en fin de journée qu'il proroge le Parlement, ce qui a pour effet de tuer les projets de loi en suspens, de retarder la rentrée parlementaire au 16 octobre et de forcer la lecture d'un discours du Trône, qui mettra la survie de son gouvernement entre les mains des partis d'opposition.

La décision du premier ministre marque le début d'une nouvelle joute politique à haut risque dans la capitale fédérale, puisqu'il est loin d'être acquis que l'un des partis d'opposition sauvera le gouvernement conservateur, qui stagne dans les sondages depuis son élection il y a 19 mois. Le coup de force de Stephen Harper pourrait donc provoquer la tenue d'élections générales vers la fin du mois de novembre.

Une source conservatrice haut placée a confié au Devoir qu'il ne faut pas s'attendre à de nouvelles priorités fracassantes lors de ce discours du Trône. L'Afghanistan, l'environnement et la lutte contre la criminalité figureront en bonne place des nouvelles orientations du gouvernement, tout comme ce qui risque de devenir le coeur du discours du Trône: la fiscalité et l'économie.

Il faut donc s'attendre à des promesses de baisses d'impôt et de taxes dans le texte du 16 octobre prochain. «On a réglé le déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces, on va maintenant régler le déséquilibre fiscal entre Ottawa et les citoyens», a mentionné un conservateur sous le couvert de l'anonymat.

Une autre source gouvernementale a soutenu au Devoir que le Parti conservateur fait des sondages quotidiens depuis le début du mois d'août, question de traquer l'humeur des Canadiens et les chances de réussite de la formation politique lors d'un éventuel scrutin automnal. «Pour l'instant, la majorité est hors de portée, mais s'il y a la moindre embellie [dans les intentions de vote], Harper va utiliser le discours du Trône pour se faire tomber et tenter sa chance», a expliqué cette source bien branchée.

Le dernier coup de sonde Strategic Counsel – The Globe and Mail, réalisé du 9 au 12 août dernier, accorde 33 % des intentions de vote aux conservateurs, à égalité avec les libéraux. Le NPD suit avec 17 %, alors que le Parti vert obtient 8 %. La marge d'erreur est de 3,1 %, 19 fois sur 20. Pour obtenir la majorité des sièges, un parti doit franchir la barre des 40 %. Si des élections avaient eu lieu avec de tels résultats, le Parlement fédéral aurait sensiblement la même composition que présentement.

Au Québec, le Bloc québécois est toujours bien en selle, récoltant 37 % des intentions de vote, suivi du PLC (24 %) et du PC (21 %). Le NPD et le Parti vert sont à égalité avec 9 %. La marge d'erreur est de 6,3 %. Par contre, lorsqu'on exclut Montréal, où les libéraux sont très forts, le portrait change quelque peu. A l'extérieur de l'île de Montréal, le Bloc caracole en tête avec 39 %, suivi des conservateurs (29 %) et des libéraux (18 %). Le NPD (8 %) et les Verts (6 %) viennent loin derrière (marge d'erreur de 4,9 %).

Quelques heures avant de s'envoler vers l'Australie pour le sommet de l'APEC, Stephen Harper a émis un bref communiqué de quatre paragraphes pour confirmer les rumeurs qui circulaient depuis la fin du mois de juin. «La première session de la 39^e législature a été exceptionnellement productive, particulièrement pour un gouvernement minoritaire, a-t-il déclaré. Nous avons concrétisé les principaux engagements que nous avons pris envers les Canadiens pendant la campagne électorale de 2006. [...] Il est maintenant temps d'amorcer la deuxième étape de notre mandat.» Selon le premier ministre, les citoyens ont confié aux conservateurs un «mandat de changement», qui se poursuit. «Ce n'est qu'un début», a dit le premier ministre.

La Chambre des communes reprendra donc ses activités un mois plus tard que prévu et une semaine après les élections provinciales en Ontario, qui auront lieu le 10 octobre. La machine conservatrice fédérale pourra donc se consacrer entièrement à donner un coup de main au Parti conservateur de l'Ontario. Une victoire des bleus dans cette province pourrait donner à Stephen Harper l'élan qu'il recherche pour obtenir la majorité des sièges si des élections fédérales devaient être déclenchées à court terme.

Pour le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, la décision de Stephen Harper était inscrite dans le ciel. «La tenue d'un discours du Trône ne me surprend pas, a-t-il affirmé au Devoir. Ce gouvernement est à court d'idées. Il est en panne. On ne va nulle part depuis quelques mois.»

Réjean Pelletier, politologue à l'université Laval, abonde en ce sens. «Harper n'avait pas beaucoup le choix, dit-il. Les cinq grandes priorités promises en campagne électorale sont épuisées ou en voie de réalisation. Sur quoi aurait-il vécu maintenant? S'il peut rallier un parti avec lui, ce sera une bonne décision politique. Mais pour ça, il devra adoucir certaines positions, notamment sur l'Afghanistan.»

La tenue de ce discours du Trône entraîne également la mort de 25 projets de loi qui cheminaient dans la machine parlementaire (20 aux Communes et cinq au Sénat). Ces projets peuvent toutefois être réintroduits à la même étape si une motion est votée en ce sens à la Chambre. Plusieurs projets de loi tendant à durcir le Code criminel sont ainsi en péril, tout comme le projet de loi qui vise à modifier le mandat des sénateurs. L'ajout de 22 sièges aux Communes au profit de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta est également menacé.

Les partis prennent position

A Ottawa, les partis commencent à se positionner pour ce vote de confiance. Et une chose est limpide: le gouvernement devra aborder la question de l'Afghanistan dans son discours du Trône.

Le Bloc québécois a été le plus clair jusqu'à présent. Si le discours du Trône n'énonce pas noir sur blanc que la mission de combat des troupes canadiennes à Kandahar prendra fin en février 2009, les conservateurs devront se passer de l'appui des bloquistes. «Ça, c'est non négociable», a soutenu Gilles Duceppe.

Le Bloc veut aussi que la crise dans l'industrie forestière, l'environnement (avec les objectifs de Kyoto et la Bourse du carbone), la gestion de l'offre dans le milieu agricole et la limitation du pouvoir fédéral de dépenser soient abordés dans le discours du Trône. «On doit voir des progrès dans tous ces domaines», a affirmé Gilles Duceppe, sans toutefois en faire des conditions minimales pour la survie du gouvernement. C'est le Bloc québécois qui a permis au gouvernement Harper de survivre à ses deux budgets.

Le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, fait lui aussi de l'Afghanistan un sujet important du discours du Trône. Stéphane Dion veut que le gouvernement «déclare sans ambiguïté que le Canada préviendra ses alliés de l'OTAN que sa mission de combat à Kandahar prendra fin en février 2009. S'il doit y avoir un vote de confiance sur cette question, le gouvernement doit formuler sa motion en termes clairs et confirmer sa position», a soutenu le chef libéral par voie de communiqué, sans toutefois dire si son parti votera contre le gouvernement si cette demande n'est pas remplie.

Harper joue le tout pour le tout; Le discours du Trône annoncé hier pourrait mettre en péril le gouvernement

Les libéraux veulent également que le gouvernement «s'engage à présenter de nouveau le projet de loi C-30, qui est le meilleur moyen pour [...] lutter contre les effets du réchauffement planétaire». Ce projet de loi du gouvernement a été mis sur une tablette par les conservateurs après que les trois partis d'opposition eurent modifié le texte en profondeur pour le rendre conforme aux objectifs du protocole de Kyoto.

Le NPD n'a de son côté formulé aucune demande pour l'instant. «Les étudiants sont de retour en classe. Les travailleurs sont de retour de vacances. Pourquoi Stephen Harper met les députés en lock-out? Le premier ministre devrait avoir honte de mettre un cadenas sur les portes du Parlement», a affirmé Jack Layton.

Ceci n'est pas une guerre...

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.05
SECTION: Arts et spectacles
PAGE: ARTS SPECTACLES5
BYLINE: Petrowski, Nathalie
WORD COUNT: 764

Je suis partie en vacances au son d'une marche militaire sur fond de défilé de fiers soldats. Je reviens et c'est toujours la même marche militaire qui joue à la télé, un peu moins triomphalement il est vrai.

Mais quoi qu'en pense Michael Fortier qui, encore lundi soir à la télé, déclarait qu'il n'y a pas de guerre en Afghanistan, la musique des chars d'assaut et des cercueils lourds de chagrin, ne trompe pas.

La guerre nous a définitivement envahis, agissant sur nos esprits alanguis par l'été comme un rouleau compresseur qui nivelle toute objection et écrase toute forme de critique.

La mort du soldat Longtin, l'explosion du véhicule où se trouvaient le journaliste Patrice Roy et son caméraman Charles Dubois de même que deux soldats et un interprète tués sur le coup, tous ces événements tragiques sont devenus l'occasion de louer le courage de ceux qui perdent leur vie pour le bien de la population afghane, mais jamais de remettre en cause le bien fondé de la mission. Du moins pas à la télé. Surtout pas la télé française de Radio-Canada. C'est ce que déplore une coalition d'associations pacifistes réunissant, entre autres, le groupe Échec à la guerre et les Artistes pour la paix. Ces derniers ont déposé le 2 septembre une plainte à la nouvelle ombudswoman Julie Miville-Dechêne pour dénoncer la couverture partisane de la guerre en Afghanistan à la télé française de Radio-Canada pendant les mois de juillet et d'août.

Fait intéressant et inusité, les auteurs de la plainte ne s'en prennent pas à un journaliste en particulier mais à l'ensemble de la direction de l'information de la télé française. Bref pour une fois, ce sont les patrons qui sont montrés du doigt et qui devront rendre des comptes.

En lisant cette plainte de plus de six pages, certaines choses que je n'avais pas vues ni comprises sont devenues claires. Comme le malaise coupable que je ressentais chaque fois que je regardais un topo sur l'Afghanistan. (Eh oui, même en vacances à la campagne, je regarde les nouvelles.)

Le malaise était en partie dû au fait que j'étais confusément contre cette mission mais que mon point de vue (et celui d'une majorité de Québécois) n'était jamais exprimé ou reflété dans les bulletins.

Les auteurs de la plainte mettent cela sur le compte de plusieurs facteurs. D'abord un angle de traitement de l'information qui est avant tout tactico-militaire. Or, la reprise d'une montagne ou d'un pont fait peut-être de superbes et sensationnelles images mais cela reste de la cuisine militaire qui nous concerne moyennement.

L'important ce sont les enjeux géopolitiques de cette guerre; le rôle du Pakistan, les négociations secrètes de Karzaï avec les talibans, les réels objectifs visés par le Canada par cette mission, etc. Or, selon les auteurs de la plainte, la géopolitique a complètement été évacuée des bulletins.

Autre source de frustration: le recours par la télé française à des analystes qui ont tous un lien ou un autre avec l'armée, soit à titre de militaires à la retraite ou de prof du Collège militaire de Saint-Jean.

Ce manque de distance critique se poursuit, selon les auteurs, sur le terrain où les journalistes utilisent les ressources des Forces canadiennes, ce qui crée une proximité qui, à la longue, sape l'objectivité. Et pour cause. Qui est assez fou pour aller critiquer le travail de celui qui le protège contre les bombes pourries des talibans?

Les auteurs de la plainte ont été assez charitables pour ne pas mentionner le barbecue, les tours d'hélicoptère et le traitement VIP que s'est fait offrir Bernard Derome par l'armée, mais bon, on a compris le message.

Ils déplorent aussi qu'en juillet et août, Radio-Canada a couvert mur à mur le départ des troupes, le retour du premier cercueil, les funérailles des soldats tués au combat, des moments certes empreints d'émotion, mais qui finissaient par nous convaincre que non seulement cette mission allait de soi, mais qu'elle était juste et noble.

Pour être franche, j'ai l'impression d'avoir appris plus sur la mission en Afghanistan en lisant la plainte des Artistes pour la paix et du groupe Échec à la guerre qu'en regardant la télé de Radio-Canada ces deux derniers mois.

Heureusement, la télé publique s'est rattrapée lundi soir en diffusant Mission Kandahar de Jean-François Lépine, un reportage d'une heure sur la mission afghane, clair, instructif et passablement critique.

Évidemment, diffuser cela un soir de retour de fête du Travail, alors que les gens ont l'esprit ailleurs, c'est noyer le poisson. Mais à ce stade-ci d'une guerre qui selon Michael Fortier n'existe pas, mieux vaut un poisson noyé que le disque usé d'un ministre qui nie la réalité.

Pour joindre notre chroniqueuse: npetrows@lapresse.ca

Des résultats concrets; Malgré les critiques, la présence canadienne dans la province de Kandahar améliore sensiblement le quotidien de la population

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.05

SECTION: Forum

PAGE: A21

BYLINE: Greenhill, Robert

PHOTO: Photo Finbarr O'Reilly, archives Reuters

ILLUSTRATION: Parmi les progrès réalisés grâce à la présence canadienne dans la province de Kandahar figurent l'installation de 1200 nouveaux puits et la réfection de 190 km de route, sans compter l'aide alimentaire offerte à quelques 200 000 personnes.

WORD COUNT: 329

L'aide canadienne change pour le mieux la vie de la population afghane. Malheureusement, dans un récent rapport, le Conseil de Senlis a présenté une image erronée de nos activités de développement en Afghanistan.

L'Afghanistan est un pays ravagé par la guerre depuis des dizaines d'années. Ses citoyens sont pauvres et ses hôpitaux ne satisfont pas aux normes canadiennes. Mais, la situation s'améliore. Lorsque j'ai visité l'hôpital Mirwais, j'ai vu des enfants se faire vacciner contre la poliomyélite et la rougeole grâce à l'aide financière versée par le Canada. Avec l'aide fournie par le Canada, l'UNICEF a formé des travailleurs en santé et a entrepris la construction d'un centre d'attente pour femmes enceintes.

Non seulement les services à cet hôpital sont-ils meilleurs, mais nous aidons à améliorer la santé des Afghans partout dans la province de Kandahar. Les cas de poliomyélite ont baissé de 77% en Afghanistan cette année. Depuis la chute des talibans, la mortalité infantile à l'échelle de l'Afghanistan a diminué de plus de 20%, épargnant ainsi 40 000 enfants chaque année.

Dans la province de Kandahar, semaine après semaine, de véritables progrès sont accomplis. Parmi eux figurent la réfection de plus de 190km de routes rurales et l'installation de plus de 1200 nouveaux puits. Plus de 5600 personnes participent aux programmes d'alphabétisation et quelque 200 000 personnes ont reçu une aide alimentaire. En outre, plus de 420 000 mètres carrés de terres ont été déminées depuis mars 2005, pour le bénéfice de plus de 10 000 personnes.

Nous obtenons des résultats concrets dans la province de Kandahar en travaillant étroitement avec certains des organismes les plus solides, les plus expérimentés et les plus respectés dans le monde, notamment le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé et l'UNICEF. Ensemble, nous aidons les Afghans à bâtir un avenir meilleur, pour eux-mêmes et pour leurs familles.

L'auteur est président de l'ACDI.

La guerre des dates

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.05
SECTION: Forum
PAGE: A20
COLUMN: Éditorial
BYLINE: Pratte,
André
WORD COUNT: 562

A Ottawa, les partis de l'opposition veulent forcer le gouvernement Harper à annoncer dès le prochain discours du Trône que les Forces armées canadiennes se retireront du sud de l'Afghanistan en février 2009. En déclarant la guerre au gouvernement pour cette affaire de dates, libéraux et bloquistes ont perdu de vue les intérêts supérieurs du Canada, de l'Afghanistan et de la sécurité internationale. Leurs manoeuvres ne visent pas une amélioration de la situation en Afghanistan mais à embarrasser les conservateurs.

Le premier ministre a été clair: c'est le Parlement qui décidera de la suite de la mission canadienne au-delà de 2009. Que veulent de plus les partis de l'opposition? En quoi serait-il sage de couler dans le béton dès maintenant la date de la fin des opérations militaires?

On s'attendrait à une attitude plus responsable de la part de Stéphane Dion; n'est-ce pas le gouvernement libéral qui a envoyé les soldats canadiens à Kandahar? Cette décision a été prise il y a à peine deux ans. A l'époque, le gouvernement envisageait de toute évidence que la mission soit dure et longue. Voici ce qu'en disait, en novembre 2005, le ministre de la Défense Bill Graham: "En Bosnie, il a fallu environ 10 ans avant que nous puissions passer le flambeau aux Européens. Je ne veux pas dire que nous resterons aussi longtemps en Afghanistan, mais nous devrions y rester assez longtemps pour permettre au gouvernement du président Karzaï de prendre le contrôle de la situation dans son propre pays." Or, il est clair que cet objectif n'a pas encore été atteint.

M. Dion sait ou devrait savoir que des discussions délicates ont cours présentement entre les pays membres de l'OTAN sur les modalités et les conséquences d'un retrait du Canada. La confirmation rapide de la fin de la mission canadienne pourrait nuire à ces négociations en plaçant nos alliés devant un fait accompli. L'annonce prématurée de cette date enverrait aussi un signal plus qu'ambigu aux soldats canadiens à qui on ferait savoir, en somme, qu'ils risquent leur vie pour une cause à laquelle le gouvernement ne croit plus.

Enfin, pourquoi prendre aujourd'hui une décision irrémédiable alors qu'on ne sait pas quelle sera la situation dans deux, trois ou quatre mois? Les parlementaires de l'opposition ne souhaitent-ils pas attendre d'avoir tous les faits devant eux avant de voter?

Libéraux, bloquistes et néodémocrates disent souhaiter que la mission canadienne soit moins militaire et plus humanitaire. C'est une idée qui plaît aux Canadiens, toujours imprégnés qu'ils sont de l'idéal pearsonien. Mais les informations qui nous parviennent d'Afghanistan montrent que cette thèse est irréaliste. On sait, par exemple, que les talibans réussissent à reprendre les territoires perdus dès que les forces de l'OTAN s'en retirent. Ils s'empressent alors d'intimider les villageois, notamment en pendant publiquement ceux qu'ils considèrent être des espions. Les attentats contre les écoles se poursuivent. Enfin, seulement l'an dernier, plus de 600 policiers afghans ont été tués.

Fermant les yeux sur la gravité et la complexité des enjeux, les partis de l'opposition ont choisi de faire de la petite politique. Peuvent-ils nous dire à partir de quelle date ils s'élèveront au-dessus de la partisanerie?

apratte@lapresse.ca

De troublants doutes sur les policiers afghans

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.05

SECTION: Nouvelles générales

PAGE: A8

BYLINE: Gruda, Agnès

PHOTO: Photo Massoud Hossaini, Agence France–Presse

ILLUSTRATION: Selon un rapport, la police auxiliaire afghane a été formée "sans que l'on pose trop de questions sur le passé des recrues", parmi lesquelles peuvent se trouver des trafiquants et des miliciens de toute sorte, y compris des talibans.

WORD COUNT: 731

Une police afghane spéciale déployée dans les zones les plus volatiles du sud de l'Afghanistan compte dans ses rangs des hommes formés à la hâte parmi d'anciennes milices ou même des talibans, affirme une étude publiée en juillet par une organisation indépendante située à Kaboul.

En mettant sur pied la Police nationale auxiliaire de l'Afghanistan (ANAP), l'an dernier, Kaboul souhaitait placer des milices locales sous l'autorité du gouvernement central, tout en neutralisant les progrès des insurgés talibans dans le sud du pays, affirme le rapport de l'Afghanistan Research and Evaluation Unit.

Mais cette stratégie a eu plutôt pour effet d'accentuer les rivalités ethniques et de "causer plus de problèmes qu'elle en a réglé" dans la province de Kandahar, croit l'auteur du rapport, le politologue américain Andrew Wilder.

Selon le document de 75 pages, c'est le président Hamid Karzaï qui a personnellement insisté pour mettre sur pied cette force policière spéciale qui compte un peu plus de 11 000 policiers, appartenant en majorité à l'ethnie pachtoune, la plus nombreuse en Afghanistan.

"La formation de l'ANAP donne l'impression que le gouvernement Karzaï est en train de réarmer les milices pachtounes dans le Sud, tout en essayant de désarmer les milices non pachtounes ailleurs au pays", lit-on dans le document.

Le projet de police auxiliaire pour le sud de l'Afghanistan a été discuté lors d'une conférence sur l'Afghanistan à Dubaï, en octobre 2006. La majorité des participants internationaux à cette conférence ont rejeté cette idée, mais le gouvernement Karzaï a choisi d'aller de l'avant malgré cette opposition.

"Les nouvelles recrues devaient être sélectionnées avec soin, mais plusieurs rapports indiquent que cela n'a pas été le cas", souligne le document. Il cite un rapport selon lequel 10% des nouveaux policiers formés à toute vapeur dans le sud du pays pourraient être affiliés aux talibans –l'ennemi même qu'ils sont censés combattre.

Cette statistique n'est qu'une hypothèse, nuance Andrew Wilder. Reste que la police auxiliaire a été formée "sans que l'on pose trop de questions sur le passé des recrues", parmi lesquelles peuvent se trouver des trafiquants et des miliciens de toute sorte, y compris des talibans.

Expérience décevante

Au-delà de cette force spéciale déployée dans les zones les plus dangereuses du sud du pays, c'est toute l'expérience de la police afghane qui s'avère "décevante", note Andrew Wilder.

Ce politologue de l'Université Tufts à Boston a dirigé l'organisation Afghanistan Research and Evaluation Unit de 2002 à 2005.

Son rapport est basé sur une cinquantaine d'entrevues avec des policiers et politiciens afghans, des responsables de l'ONU, des diplomates et des porte-parole d'ONG diverses.

Le constat est sombre: la Police nationale afghane (ANP), une force de 59 000 hommes, relève du plus corrompu de tous les ministères afghans, elle est insuffisante et sous-équipée.

Résultat: "Les Afghans accusent régulièrement la police d'être corrompue et inefficace, et d'agir comme des voleurs plutôt que comme des policiers."

Revers canadiens

La faiblesse de la police afghane, particulièrement celle des forces "auxiliaires" formées à toute vitesse dans le sud du pays, est mise en lumière alors que les troupes canadiennes dans la province de Kandahar viennent de subir des revers dans cette région.

Dans un article publié dimanche, le New York Times cite un chef policier afghan selon qui les troupes canadiennes auraient abandonné, depuis six semaines, deux districts de la province de Kandahar, ceux de Panjwayi et de Zhare.

Les Canadiens ont commencé à se retirer de quatre points de contrôle et de deux petites bases de Panjwayi en juillet, a déploré le chef de la police provinciale, Syed Aqa Saqib, en entrevue avec le quotidien.

Ce retrait a laissé deux postes afghans dans le Panjwayi largement sans protection. Le 7 août, les talibans ont attaqué simultanément ces deux postes. La police afghane a appelé les militaires canadiens, mais ceux-ci sont arrivés trop tard: les talibans avaient eu le temps de tuer 16 policiers afghans.

Selon le colonel à la retraite Rémi Landry, les revers des dernières semaines ne sont que des reculs "d'un demi-pas", dûs à des circonstances nouvelles. "Globalement, l'OTAN contrôle un territoire bien plus vaste dans le sud de l'Afghanistan qu'il y a un an", souligne-t-il.

Le général Guy Laroche, commandant des forces canadiennes à Kandahar, n'en a pas moins le sentiment que "tout est sans cesse à recommencer" dans le sud de l'Afghanistan, selon une entrevue accordée au Globe and Mail.

"Nous devons tout recommencer à zéro, ce que nous avons fait jusqu'à maintenant n'est pas une perte de temps, mais ce n'est pas loin", a-t-il confié au quotidien torontois, en précisant que les victoires militaires sont anéanties par la corruption, l'inefficacité de la police et les conflits tribaux.

La passoire afghane

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.05
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A7
BYLINE: Meunier, Hugo
PHOTO: Photo Martin Tremblay, envoyé spécial La Presse (c)
DATELINE: Spin Boldak
ILLUSTRATION: A Spin Boldak, à l'un des postes-frontière avec le Pakistan. Les gens circulent sans être inquiétés.
WORD COUNT: 731

Avec sa frontière d'environ 100 kilomètres avec le Pakistan, la région de Spin Boldak est incapable de contenir la circulation d'armes, de drogue, de talibans et même de kamikazes entre les deux pays. Un des enjeux majeurs de la mission canadienne dans le secteur est d'aider les forces locales à ralentir ce trafic illégal. Une mission difficile, ont constaté nos envoyés spéciaux.

Comme chaque jour, il y a beaucoup d'agitation au village de Wes, où s'élève la grande arche en briques délimitant la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan.

Baptisée la "friendship gate", c'est un des deux seuls accès légaux entre les deux pays dans la grande région de Spin Boldak.

Mais en réalité, un nombre incalculable de sentiers chevauchent la frontière, autant par les montagnes que la terre ferme.

Avec ses 16 postes de contrôle, la plupart en piteux état, la frontière est une passoire. Les troupes canadiennes stationnées dans la région tentent de resserrer l'étau à la frontière et surtout de mobiliser les leaders locaux à cette cause.

Malgré leurs efforts, elles ont souvent l'air de prêcher dans le désert.

A la frontière de Wes, de 20 000 à 30 000 véhicules transitent entre les deux pays chaque jour. Les camions surchargés et tapissés de grelots, les charrettes tirées par des ânes, les motocyclettes et les familles entières à pied se bousculent au carrefour bruyant et poussiéreux.

Sous le commandement du colonel Razziq, la police frontalière est censée fouiller les véhicules et les passagers qui entrent en sol afghan. "C'est du moins ce qu'on nous dit. Évidemment, quand on n'est pas là, on ne sait pas" souligne le capitaine Carl Chevalier, basé à Spin Boldak avec le 12e Régiment blindé de Valcartier.

Un des policiers à la frontière assure que le contrôle des véhicules est fait rigoureusement. "Je travaille très fort pour mon pays. On espère trouver des choses illégales", raconte Zafar Khan, de Kaboul. Au même moment, une jeep remplie de sacs de marchandises s'engage dans la zone frontalière. Zafar Khan interrompt la conversation, s'empare d'une roche et menace le conducteur de la lancer s'il ne recule pas son véhicule.

Zafar Khan durcit le ton lorsqu'on lui dit que plusieurs prennent la frontière pour un fromage troué. "Il ne faut pas penser ça, tout est fouillé. On essaie vraiment fort", dit-il.

Sombre bilan

La Presse a visité cinq autres postes frontaliers dans la région. Le bilan est sombre. La plupart manquent d'effectifs, de munitions et d'équipements. Les policiers n'ont pas l'air de faire grand-chose et consomment de la drogue pour tuer le temps.

Au premier poste visité, les policiers afghans ont laissé passer tous les véhicules sauf un, à qui ils ont imposé un péage. Une famille à pied a aussi traversé la frontière sous leur nez. Un autre poste-frontière, au pied des dunes de sable rougeâtre du désert du Registan, a des allures de poubelle à ciel ouvert. Il n'y a que Murthuza, 19 ans, les pupilles dilatées. Il semble complètement désintéressé par la visite de la patrouille canadienne. Un autre homme dort dans une baraque. D'ordinaire, 12 hommes sont censés garder l'endroit. "Ils ont seulement quatre armes", souligne, un peu découragé, le capitaine Chevalier.

Aménagé le long de l'autoroute 4, qui relie le Pakistan à Kandahar, un troisième poste-frontière détonne à première vue. Il y a des hommes en uniforme installés en bordure de la route, d'autres armés de lance-roquettes postés dans les montagnes.

Mais quelques minutes suffisent pour comprendre que ce poste névralgique n'est pas étanche. "On contrôle les véhicules seulement la nuit", justifie Lalii, 19 ans, un des policiers. "Les talibans ne viennent pas par ici, ils ont peur et passent par les montagnes", croit-il.

Responsable des troupes canadiennes basées à Spin Boldak, le major Pierre Huet admet lui-même que la frontière est pleine de trous. Chaque semaine, il s'entretient avec les chefs de différents corps policiers et des leaders influents pour tenter de sensibiliser tout le monde au problème. "Notre rôle est de les assister dans leurs efforts et de créer un lien de confiance", explique ce Gaspésien d'origine.

Un travail difficile. "Ce sont des gens qui aiment parler, qui sont toujours d'accord mais qui agissent peu. On doit souvent leur suggérer des choses", explique le major Huet.

Souvent sans instruction, les gens sont aussi facilement influençables, constate le militaire.

C'est sans compter les problèmes tribaux qui minent les relations entre les différentes instances locales.

Par exemple, le colonel Razziq, de la tribu des Achekzai, aimerait se débarrasser des postes frontaliers situés en bordure de l'autoroute, qui appartiennent aux Noorzai. "Ces gens soutiennent les talibans. Je veux mettre ma propre police le long de l'autoroute", explique Razziq.

Dion et Duceppe se trompent, croit Maxime Bernier; La mission afghane ne devrait pas être un enjeu des partielles, dit le ministre

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.05

SECTION: Nouvelles générales

PAGE: A6

BYLINE: Bellavance, Joël-Denis

PHOTO: Photo Fred Chartrand, archives Presse Canadienne

DATELINE: Ottawa

ILLUSTRATION: Le ministre des affaires étrangères Maxime Bernier arechéri sur la position de Michael Fortier hier en affirmant que les députés décideront du sort de la mission en Afghanistan et d'un éventuel retrait des troupes en février 2009.

WORD COUNT: 844

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, accuse le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, et le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, d'utiliser la mission canadienne en Afghanistan pour marquer des points politiques à l'approche de trois élections partielles au Québec.

Dans une entrevue accordée à La Presse, M. Bernier a dit ne pas voir la même urgence que les libéraux et les bloquistes à statuer sur la poursuite de la mission de combat en Afghanistan puisque le Canada s'est engagé à maintenir des troupes dans la région de Kandahar jusqu'en février 2009.

Le chef de la diplomatie canadienne a affirmé que le gouvernement Harper tiendra un débat et un vote à la Chambre des communes pour trancher si les soldats canadiens continueront leur travail à Kandahar, seront déployés dans une autre région moins dangereuse de l'Afghanistan à partir de février 2009 ou s'ils seront rapatriés au pays.

Ce seront tous les députés à la Chambre des communes, et non pas Stéphane Dion ou Gilles Duceppe, qui décideront de la suite des choses après cette date, a affirmé le ministre Bernier. "Nous sommes un gouvernement très transparent. Lorsque le gouvernement s'est engagé à aller en Afghanistan pour la première fois, il n'y a pas eu de vote sous les libéraux. Mais nous, nous avons tenu un vote pour la prolonger. Nous avons eu un débat au Parlement. Dans la même logique, le premier ministre a dit que nous allons avoir un débat et le Parlement va devoir trancher sur cette question, mais en temps et lieu. Nous sommes là jusqu'en février 2009. Il n'y a pas d'urgence à faire ce débat-là dans les prochaines semaines", a affirmé M. Bernier.

Promesse de débat

Le ministre a rappelé que Stéphane Dion était au Conseil des ministres lorsque le gouvernement libéral de Paul Martin a décidé en 2005 de modifier la mission canadienne en Afghanistan en transférant les soldats de Kaboul à Kandahar.

"M. Dion et M. Duceppe essaient de faire de la politique sur cette question. Il y a des élections partielles qui s'en viennent au Québec. Ils veulent en faire un enjeu. () M. Duceppe a déjà prononcé un discours à Québec au début de l'année et il a dit qu'un Québec indépendant serait allé en Afghanistan. Il appuie la mission, mais aujourd'hui, il veut avoir un débat le plus rapidement possible. On lui a dit qu'il va en avoir un. On est des gens de parole. Il va y avoir un débat", a dit M. Bernier.

Des élections partielles auront lieu le 17 septembre dans trois circonscriptions au Québec, Outremont, Roberval et Saint-Hyacinthe-Bagot. Outremont est un bastion libéral et les deux autres circonscriptions sont détenues par le Bloc québécois depuis 1993. Mais le Parti conservateur ne ménage aucun effort pour déloger le Bloc québécois dans ces deux bastions souverainistes.

Ces dernières semaines, M. Duceppe et M. Dion ont augmenté la pression sur le gouvernement Harper pour qu'il confirme la fin de la mission de combat à Kandahar en février 2009. Gilles Duceppe a déclaré qu'il était prêt à travailler pour renverser le gouvernement conservateur minoritaire si celui-ci ne s'engage pas retirer les troupes de Kandahar à cette date dans le discours du Trône qui sera présenté le 16 septembre. Le NPD réclame de son côté le retrait immédiat des troupes de l'Afghanistan où 70 soldats et un diplomate canadiens ont perdu la vie jusqu'ici.

Le ministre de la Défense, Peter MacKay, a affirmé dimanche dans une entrevue au réseau CTV que la présente mission à Kandahar prendra fin en février 2009. M. MacKay a toutefois été contredit par le ministre des Travaux publics, Michael Fortier, lundi. Ce dernier a indiqué que cette décision n'a pas encore été prise et qu'il incombera aux Communes de trancher.

En entrevue, le ministre Bernier a défendu la mission actuelle en Afghanistan en affirmant notamment que le travail des troupes canadiennes s'inscrit dans la parfaite tradition canadienne de maintien de la paix dans le monde. Il a toutefois reconnu qu'il s'agit d'un travail de longue haleine. Il a dit souhaiter se rendre dans ce pays ravagé par des années de guerre au cours des prochains mois.

"C'est une mission qui respecte la tradition canadienne de la recherche de la paix dans le monde. C'est une mission qui est sous l'égide des Nations unies. Il y a des forces internationales de 37 pays en tout. Il y a 60 pays qui sont présents dans le développement humanitaire dont le Canada", a rappelé le ministre.

"L'Afghanistan est une démocratie qui est encore faible. Nous voulons reconstruire le pays. Mais pour reconstruire le pays, il faut qu'il y ait de la stabilité et il faut de la sécurité. On ne peut pas faire de la reconstruction dans le chaos ou dans l'anarchie. On ne peut pas faire de la reconstruction dans la terreur. Il faut de la sécurité. C'est le travail que tentent d'accomplir les forces canadiennes", a-t-il ajouté.

Bienvenue au Confusghistan

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.05
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A6
BYLINE: Marissal, Vincent
WORD COUNT: 886

Qu'elle finisse en 2009 ou plus tôt, la mission canadienne en Afghanistan est d'ores et déjà foutue. Elle était déjà mal partie, mais l'amateurisme navrant et le manque de conviction du gouvernement de Stephen Harper ont accéléré l'inexorable conclusion: nous sommes perdus en Confusghistan.

Dès le départ, quand le gouvernement Chrétien a accepté d'embarquer le Canada dans cette aventure en 2003, cette mission a été mal définie, mal dirigée, mal expliquée.

La confusion dans le message du gouvernement de Stephen Harper ne fait qu'aggraver les choses, démontrant qu'Ottawa s'embourbe et qu'il ne sait plus comment s'en sortir. A ce rythme—là, février 2009 n'arrivera jamais assez vite.

Le nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, a donné la fin de semaine dernière une parfaite illustration de l'improvisation en cours. Pas étonnant qu'un nombre grandissant de Canadiens s'y perdent aussi et réclament le rappel des troupes.

Il semble de plus en plus clair que nous sommes en Afghanistan pour une noble cause et pour les bonnes raisons – la démocratie, la liberté, l'égalité – mais que nous avons hérité du mauvais rôle. Et de la mauvaise scène.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire l'excellent papier publié la semaine dernière dans la revue américaine Newsweek (<http://www.msnbc.msn.com/id/20430170/site/newsweek/>). A la lecture de cet article touffu, on comprend plus facilement dans quel borborygme nous sommes tombés en débarquant dans la pire zone de l'Afghanistan.

On constate que l'administration Bush a lancé une offensive musclée dans le seul but de trouver ben Laden mort ou vif, comme l'avait dit le président.

Ce n'est qu'une anecdote, certes, mais elle est révélatrice. Dans les premiers jours de l'invasion américaine, le chef du contre-terrorisme à la CIA avait exigé de ses agents qu'ils ramènent la "tête de ben Laden dans une boîte". Ceux-ci l'avaient pris au pied de la lettre, se faisant livrer en Afghanistan une boîte et de la glace sèche, au cas où

Mais la tête de ben Laden n'est jamais venue et les Américains se sont lassés de bombarder des cavernes. L'administration voulait quelque chose de plus gros, de plus spectaculaire pour satisfaire l'opinion publique traumatisée par le 11 septembre. De là l'Irak, où les forces américaines s'embourbent depuis plus de quatre ans.

Newsweek relate la réaction de George Bush, en 2005, après que les dirigeants de la CIA lui eurent fait part du peu de progrès dans la traque de ben Laden en Afghanistan et au Pakistan. "Vous n'avez pas plus de ressources sur place?" s'est étonné le président. Non, monsieur le président, l'Irak draine l'essentiel de nos ressources, lui ont répondu les sbires de la CIA.

Les Américains, après avoir mis toute la gomme en Afghanistan, s'en sont détournés, comme un enfant jette un jouet dont les piles ne fonctionnent plus, pour se tourner vers l'Irak. Et maintenant, le petit Canada devrait accomplir des miracles en quelques années? Mission impossible.

Aux États-Unis, les grands médias, les démocrates et même les républicains sont de plus en plus nombreux à critiquer l'administration Bush d'avoir concentré sa guerre contre le terrorisme en Irak plutôt que de finir "la job" en Afghanistan et au Pakistan. C'est de ce fiasco que le Canada a hérité en Afghanistan. Le doute qui s'est installé au cours des derniers mois au sein de la population canadienne semble maintenant avoir rejoint le gouvernement Harper, les médias et même nos troupes là-bas. Dans un long article fort documenté, la journaliste du Globe and Mail Christie Blatchford (une habituée de l'Afghanistan qui a signé ces derniers mois des chroniques très favorables à la mission armée), dresse un portrait désolant de la mission canadienne: nous gagnons quelques batailles militaires, mais nos efforts sont immédiatement perdus dans un mélange de corruption, d'ineptie et de guerres tribales, écrit-elle, preuves à l'appui.

"Je ne dirais pas que ce que nous faisons est une perte de temps, mais pas loin", admet même franchement le brigadier général Guy Laroche, le nouveau commandant à Kandahar, reconnaissant que les troupes canadiennes ne font que reprendre le terrain perdu au fil des mois aux mains de talibans increvables.

Ajoutez à cela les rapports sur le gaspillage de fonds publics par l'ACDI en Afghanistan, et personne ne s'étonnera de voir l'appui à la mission chuter aussi rapidement.

Même le gouvernement Harper doute, comme en font preuve les propos du ministre MacKay. On peut reprocher à George W. Bush ses choix stratégiques et son entêtement, mais personne ne pourra jamais douter de son engagement dans sa guerre au terrorisme.

La confusion entretenue par les conservateurs les sert peut-être politiquement à court terme (lire: en vue des élections partielles de Roberval et Saint-Hyacinthe le 17 septembre), mais elle démontre surtout qu'ils n'ont pas de plan. En plus d'envoyer le pire message dans la population et aux militaires, qui ont déjà le moral dans les talons.

Cela dit, le premier ministre peut très bien attendre, malgré les cris des partis de l'opposition, son discours du Trône le mois prochain pour confirmer que le Parlement votera sur l'éventuelle fin de cette mission. Stephen Harper sait fort bien que s'il donne raison maintenant à l'opposition sur l'Afghanistan, elle se retournera et réclamera autre chose pour accepter le discours du Trône.

On n'est pas à un mois près. Avec un peu plus de temps, le gouvernement pourra peut-être concocter un plan afghan cohérent plutôt que d'alimenter la confusion avec des déclarations contradictoires.

COURRIEL Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

Stephen Harper défiera l'opposition

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.05
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A1
BYLINE: Bellavance, Joël-Denis
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 857

Le premier ministre Stephen Harper mettra la survie de son gouvernement en jeu cet automne en présentant un nouveau discours du Trône le 16 octobre prochain.

M. Harper a confirmé hier qu'il prorogea le Parlement, dont les travaux devaient reprendre le 17 septembre, quelques heures seulement avant de partir en direction de l'Australie où il assistera au Forum de coopération économique Asie-Pacifique les 8 et 9 septembre prochains.

Compte tenu du fait que le discours du Trône fait l'objet d'un vote de confiance à la Chambre des communes, le gouvernement minoritaire de Stephen Harper devra obtenir l'appui d'un des trois partis de l'opposition pour se maintenir au pouvoir.

Si le Parti libéral, le Bloc québécois et le NPD votent en bloc contre les mesures proposées par le gouvernement, M. Harper ne pourra faire autrement que de demander à la gouverneure générale Michaëlle Jean de déclencher des élections générales.

Les travaux de la Chambre des communes reprendront donc un mois plus tard que prévu, soit après la tenue des élections partielles dans trois circonscriptions au Québec (Outremont, Roberval et Saint-Hyacinthe-Bagot) le 17 septembre et après le scrutin provincial en Ontario le 10 octobre.

A l'issue d'une réunion de son cabinet au lac Meech, Stephen Harper a affirmé avoir réalisé les principaux engagements pris lors de la campagne électorale de 2006. L'heure est donc venue, selon lui, de présenter les nouvelles priorités de son gouvernement aux Canadiens. "Après 19 mois au pouvoir, je suis ravi de déclarer que le Canada est uni, que notre gouvernement est intègre et que notre économie est forte. Il est maintenant temps d'amorcer la deuxième étape de notre mandat. Un solide leadership, axé sur les résultats, continuera de guider notre gouvernement alors que nous nous efforçons de rendre notre pays encore plus fort et meilleur pour l'ensemble des familles canadiennes", a affirmé M. Harper dans un communiqué de presse.

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper a déjà tenu le coup plus longtemps que la moyenne de vie des gouvernements minoritaires. Historiquement, les gouvernements minoritaires ont réussi à se maintenir au pouvoir environ 18 mois.

En confirmant ses intentions, hier, M. Harper a invité les trois partis de l'opposition à la collaboration. "Les Canadiens nous ont confié un mandat de changement. Mais ce n'est qu'un début. Nous saisirons les occasions qui s'offrent à nous et nous relèverons les défis en perspective. J'invite les autres partis à se joindre à nous pour que cette deuxième session soit encore plus fructueuse que la première. Nous pouvons faire beaucoup plus pour rendre le Canada plus fort, plus sûr et meilleur pour nous tous, et nous le ferons", a-t-il affirmé.

Mais les trois partis de l'opposition ont réagi avec indignation à la décision de M. Harper. Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, a soutenu que rien ne justifie ce geste du premier ministre. Le chef du NPD, Jack Layton, a accusé le premier ministre de mettre les députés "en lock-out".

"Il est fort dommage que le premier ministre ait décidé de reporter la reprise des travaux du Parlement alors qu'il n'a rien fait pour résoudre la crise du réchauffement planétaire, pour gérer la mission canadienne en Afghanistan ou pour expliquer ses promesses non tenues au sujet des fiduciaires de revenus ou de la péréquation, pour ne citer que ces questions", a dit M. Dion dans un communiqué de presse.

N'empêche que M. Dion et ses collègues des autres partis ont profité de l'occasion pour fixer leurs conditions pour appuyer le discours du Trône.

M. Dion exige notamment que le gouvernement Harper déclare, sans équivoque, que le Canada va informer ses alliés de l'OTAN que la mission de combat à Kandahar, en Afghanistan, prendra fin en février 2009. Il veut aussi que le gouvernement prenne les mesures qui s'imposent pour soutenir l'économie canadienne, notamment dans le secteur manufacturier et établisse un plan de lutte contre la pauvreté au Canada.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a réitéré sa demande d'inscrire dans le discours la fin de la mission de combat dans la région de Kandahar, à défaut de quoi son parti votera contre le gouvernement.

"Il n'est pas question de négocier sur la fin de la mission en février 2009. () Je ne veux pas jouer aux fanfarons. On sera responsables. On assumera nos décisions. Mais sur la mission, il faut qu'ils annoncent la fin de la mission pour février 2009. Ça ne peut pas être négocié", a dit M. Duceppe.

Le chef bloquiste a aussi dit souhaiter que le discours du Trône comprenne des mesures pour lutter contre la crise forestière, des engagements par rapport au protocole de Kyoto et des mesures pour limiter le pouvoir du fédéral de dépenser dans les champs de compétence des provinces.

A cet égard, le lieutenant politique de Stephen Harper au Québec, le ministre des Transports Lawrence Cannon, a soutenu que le gouvernement entend respecter sa promesse électorale d'encadrer le pouvoir fédéral de dépenser.

"M. Duceppe semble brasser la marmite, mais ce sont des choses sur lesquelles on travaille depuis 18 mois maintenant. On dirait qu'il tente de se donner une raison d'être. Il se promène à travers le Québec les mains vides, alors que ceux qui livrent la marchandise, c'est notre gouvernement", a dit M. Cannon.

Rien ne prouverait que l'armée a mal agi en transférant les détenus afghans

DATE: 2007.09.04
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL JUSTICE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 377

OTTAWA (PC) _ L'armée canadienne estime que le plus haut gradé de la police militaire canadienne n'a commis aucun geste potentiellement criminel au moment du transfert de prisonniers talibans aux autorités afghanes.

Les Forces armées considèrent que rien ne permet de soutenir une poursuite contre le capitaine de vaisseau Steve Moore, grand prévôt des Forces canadiennes.

Cette conclusion fait suite à l'enquête menée par deux hauts gradés de la Gendarmerie royale du Canada, qui avaient été appelés à intervenir par l'armée après la divulgation, l'hiver dernier, d'allégations de mauvais traitements contre des détenus talibans.

La capitaine Cindi Tessier, porte-parole du Service national des enquêtes, une division des Forces armées canadiennes, a expliqué que l'enquête, qui était jusqu'à présent demeurée secrète, en était une de procédure, les allégations ayant un angle potentiellement criminel.

La décision de clore l'enquête survient au moment où des avocats spécialisés dans les droits de la personne s'appêtent à comparaître en cour, mercredi, pour une autre bataille juridique reliée à la controverse entourant le sort des détenus.

La possibilité que des prisonniers capturés par des Canadiens et confiés aux autorités afghanes soient menacés de sévices et même de torture a déclenché toute une série d'enquêtes et de recours en justice.

Selon la capitaine Tessier, une autre enquête nationale est toujours en cour afin de déterminer si des membres de la police militaire en Afghanistan pourraient, individuellement, être tenus responsables s'il s'avérait que des sévices avaient été commis.

Par ailleurs, en février dernier, Amnistie internationale et la British Columbia Civil Liberties Association ont porté plainte à la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire. Les deux organismes ont accusé la police militaire d'avoir "sciemment ignoré les conséquences du transfert des détenus ou d'avoir facilité la torture des détenus".

La Commission étudie toujours cette accusation, a fait savoir Stan Blythe, chef de cabinet de l'organisme.

Amnistie et l'association de Colombie-Britannique s'efforcent toujours de faire stopper les transferts de détenus, mais cette action rencontre de nombreux obstacles de nature juridique.

A ce jour, les autorités canadiennes à Kandahar ont reçu six plaintes d'Afghans disant avoir été maltraités après avoir été remis aux mains des autorités locales.

Amir Attaran, le professeur de droit de l'Université d'Ottawa qui pilote la cause des droits des détenus, s'est étonné que des enquêteurs de la GRC puissent blanchir le grand prévôt des Forces canadiennes alors que le ministre de la Défense, Peter MacKay, a reconnu les allégations de mauvais traitements, alors qu'il était

ministre des Affaires étrangères.

GG9740-9184-FGJD306-ac.

Ottawa s'engage à faire le point régulièrement sur la mission en Afghanistan

DATE: 2007.09.04

KEYWORDS: POLITIQUE INTERNATIONALE DÉFENSE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 463

OTTAWA (PC) _ Plus de cinq ans après l'envoi de troupes en Afghanistan, des hauts fonctionnaires fédéraux ont rencontré la presse mardi afin de faire le point pour la première fois sur la très controversée mission militaire, diplomatique et humanitaire en Asie centrale que le gouvernement conservateur tente de mieux "vendre" aux électeurs.

La réunion qui avait lieu mardi matin à Ottawa réunissait des représentants de la Défense, du service extérieur et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'ambassadeur en Afghanistan, Arif Lalani, a aussi participé à la séance par téléphone, à partir de Kaboul.

Le ministère des Affaires étrangères a indiqué que de telles rencontres auraient désormais lieu tous les mois. L'objectif avoué du gouvernement est de permettre aux journalistes et à la population de mieux mesurer les progrès accomplis en Asie centrale par la coalition internationale dont le Canada fait partie.

Car progrès il y a bel et bien, ont assuré les hauts fonctionnaires. En poste depuis quatre mois dans la capitale afghane, Arif Lalani dit avoir constaté beaucoup de changements dans la région depuis qu'il y a mis les pieds pour la première fois en 2003.

Des améliorations notables ont entre autres eu lieu "dans les secteurs qui comptent" comme la gouvernance, le développement économique, la sécurité et la police, a-t-il insisté.

De l'avis du diplomate, c'est la faute aux médias si les Canadiens ne le réalisent pas. "Qu'on en parle ou pas, la réalité c'est qu'on fait des progrès et les gens qui en sont responsables le constatent tous les jours", a-t-il souligné.

D'après les fonctionnaires présents mardi, le Canada a ainsi contribué à creuser 1000 puits depuis le mois de mai, en plus de participer à la réparation ou à la construction de quelque 650 kilomètres de route.

Les contribuables canadiens financent le système scolaire et offrent de l'aide alimentaire d'urgence à des dizaines de milliers de personnes en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, de l'ONU.

A l'instar des autres responsables de la mission, M. Lalani reconnaît toutefois qu'il reste énormément de travail à faire et que le Canada, qui est l'un des leaders de la mission internationale en Asie du Sud, devra sans doute faire d'autres sacrifices.

Depuis 2002, le Canada a perdu 70 militaires et un diplomate en Afghanistan. "Mais l'investissement dans le futur des Afghans ici, c'est un investissement dans notre sécurité aussi, avec 60 nations et organisations", a rappelé l'ambassadeur.

En plus de son rôle militaire dans la province de Kandahar, le Canada est impliqué dans l'entraînement de l'armée afghane ainsi que dans la formation d'avocats, de juges et de policiers locaux.

D'après les sources gouvernementales, une vingtaine d'agents de police canadiens rejoindront d'ailleurs sous peu en Afghanistan des collègues de l'Union européenne qui s'est chargée de la formation de la police afghane.

Il y a déjà 13 policiers canadiens en Afghanistan, la majorité attachée à l'équipe provinciale de reconstruction dans la région de Kandahar.

Les nouveaux agents de police doivent tenter de redresser une situation difficile. D'après l'évaluation du gouvernement canadien, la formation des militaires afghans va bon train alors que celle des policiers afghans laisse à désirer.

NTR-FGKAF201-ms

Le cerveau présumé de l'enlèvement des Sud-Coréens tué en Afghanistan, selon les autorités

DATE: 2007.09.04
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 261

KABOUL (AP) -- Seize militants afghans, parmi lesquels le cerveau présumé de l'enlèvement de 23 ressortissants sud-coréens dans le pays, ont été tués lors d'affrontements avec la police dans la nuit de lundi à mardi, ont annoncé les autorités. L'information a été contestée par les talibans.

Le Mollah Mateen et 15 autres talibans ont été tués dans la province de Ghazni, où avaient été enlevés les 23 missionnaires sud-coréens en juillet, a indiqué le gouverneur adjoint de la province, Kazim Allayar.

Deux otages avaient été tués au début de la crise, et deux femmes avaient été relâchées début août. Les 19 otages restants ont été libérés la semaine dernière à l'issue de négociations directes entre les talibans et des représentants du gouvernement de la Corée du Sud.

Selon Kazim Allayar, le Mollah Mateen a joué un rôle important dans l'enlèvement des ressortissants sud-coréens et dans les premières négociations avec le gouvernement.

Qari Youssef Ahmadi, qui s'exprime habituellement au nom des talibans, a de son côté affirmé que sept activistes, tous des combattants ordinaires, avaient été tués. Il a assuré que les talibans n'avaient pas de commandant appelé Mollah Mateen et a affirmé ne pas savoir qui ce nom pouvait désigner.

Il est déjà arrivé que les autorités afghanes annoncent à tort le décès de dirigeants talibans. Eux-mêmes ont déjà minimisé ou même nié certaines de leurs pertes.

Plus tôt, la coalition internationale en Afghanistan avait annoncé avoir tué "plusieurs" militants dans la nuit dans la province de Ghazni, sans faire référence au Mollah Mateen.

Par ailleurs, trois policiers ont été tués dans des attentats-suicide perpétrés lundi dans la province de Paktika, proche du Pakistan, et mardi dans la ville de Kunduz, dans le nord du pays.

Ailleurs dans le pays, 27 militants ont également été tués dans des affrontements. AP

jp/v292/lp/v361

Harper proroge la session et annonce un discours du Trône pour octobre

DATE: 2007.09.04

KEYWORDS: POLITIQUE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 516

OTTAWA (PC) _ Le premier ministre Stephen Harper a mis fin aux rumeurs qui couraient depuis des semaines en annonçant mardi la prorogation de la session parlementaire qui devait normalement reprendre le 17 septembre.

Il a du même souffle annoncé qu'il présenterait le 16 octobre prochain un discours du Trône faisant état de ses nouvelles priorités.

"Nous avons concrétisé les principaux engagements que nous avons pris envers les Canadiens pendant la campagne électorale de 2006", a fait valoir le premier ministre dans un communiqué transmis en fin d'après-midi.

"Il est maintenant temps d'amorcer la deuxième étape de notre mandat", a-t-il ajouté sans toutefois donner de précisions sur les projets de son équipe.

Au moment du remaniement ministériel, le mois dernier, Stephen Harper avait entre autres parlé d'économie, de lutte contre la criminalité et de défense de la souveraineté canadienne dans l'Arctique.

En entrevue à la Presse Canadienne, son lieutenant québécois Lawrence Cannon a aussi laissé entendre que les familles et les contribuables "qui paient leurs taxes et qui travaillent très fort" seraient au coeur des préoccupations des conservateurs au cours des prochains mois.

D'après lui, la prochaine session misera "sur la continuité" et sur "le leadership très solide personnifié par le premier ministre".

En prorogeant la session, Stephen Harper espère sans doute redonner de l'élan à son parti qui piétine dans les sondages depuis plusieurs mois.

Le pari est cependant risqué puisque le discours du Trône sera obligatoirement suivi d'un vote de confiance qui pourrait entraîner la chute du gouvernement minoritaire élu en janvier 2006.

On s'attend à ce que le Nouveau Parti démocratique se prononce contre le discours du Trône. Le chef Jack Layton, qui était défavorable à la prorogation, a reproché au premier ministre de faire perdre du temps aux élus.

"En mettant les députés en lock-out, Stephen Harper démontre son mépris pour le travail qui a été fait jusqu'à maintenant, notamment sur le projet de loi sur les changements climatiques et la qualité de l'air", a-t-il déclaré.

De passage dans la circonscription de Roberval-Lac-Saint-Jean, le chef du Parti libéral Stéphane Dion a pour sa part laissé savoir qu'il lirait le texte avant de décider, mais l'opposition officielle vote traditionnellement contre le gouvernement.

M. Dion a préparé le terrain en précisant que son parti ne pourrait pas "appuyer un discours du Trône sans savoir où on s'en va" avec la guerre en Afghanistan qui a déjà coûté la vie à 70 militaires et ainsi qu'à un diplomate canadiens.

Dans ce contexte, la survie du gouvernement dépendrait du Bloc québécois qui a déjà commencé à énoncer ses conditions. Le chef Gilles Duceppe a répété mardi qu'il exigerait la promesse d'un retrait d'Afghanistan en février 2009.

Le Bloc souhaite aussi obtenir un engagement sur le pouvoir fédéral de dépenser ainsi que sur le respect des cibles de réduction de gaz à effet de serre contenues dans le Protocole de Kyoto, entre autres.

Le parti souverainiste se laisse toutefois de la marge de manoeuvre en prévision du vote de confiance. "J'ai mentionné une chose qui est une condition sine qua non. Le reste, ce sont des exigences. On regardera la somme de tout cela pour voir ce qu'il en est", a expliqué M. Duceppe en entrevue à la Presse Canadienne.

Même si elle n'entraîne pas la chute du gouvernement Harper et des élections générales, la prorogation pourrait tuer dans l'oeuf certains projets de loi, dont plusieurs destinés à mieux lutter contre la criminalité, de même qu'un sur l'environnement, le projet de loi C-30.

Le leader des conservateurs en Chambre, Peter Van Loan, a cependant confié mardi qu'il étudierait la pertinence d'en ressusciter quelques-uns.

FGKAF205–ms

Un prédicateur islamiste radical prédit qu'Al-Qaida frappera le Canada

DATE: 2007.09.04
KEYWORDS: INTERNATIONAL RELIGION JUSTICE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 235

TRIPOLI, Liban (PC) _ Un prédicateur islamiste radical qui avait prévu les attentats de Londres avertit maintenant le Canada qu'en raison des combats qu'il livre en Afghanistan, il est devenu un ennemi de la guerre sainte ce qui en fait une cible pour un attentat du réseau Al-Qaida.

Le cheikh Omar Bakri, qui est interdit de séjour dans plusieurs pays, a accordé une entrevue au "Journal de Montréal" à Tripoli, au Liban.

Il a alors précisé qu'un pays qui s'aligne avec les Etats-Unis implique son peuple dans un affrontement. Il a ajouté que le Canada, jusque là connu comme pacifiste et ami, est désormais un ennemi pour certains djihadistes et musulmans.

Il demande aux Canadiens pourquoi ils combattent en Afghanistan alors qu'Al-Qaida et l'Afghanistan n'ont rien fait en sol canadien.

Pour éviter que le sang coule, le cheikh Omar Bakri propose à l'Occident de négocier avec Al-Qaida, comme il l'a fait avec l'IRA en Grande-Bretagne, l'ANC en Afrique du Sud et l'OLP en Palestine, des organisations ayant déjà été qualifiées de terroristes. Pour ce faire, il faudra d'abord que les troupes occidentales soient retirées d'Irak et d'Afghanistan et que les bases soient démantelées en Arabie saoudite.

Certains analystes considèrent que cet homme doit être pris au sérieux car il dispose d'un bon réseau d'informateurs et parce qu'il a le pouvoir d'influencer de jeunes extrémistes.

D'autres affirment qu'il n'est qu'un provocateur avide de publicité, d'autant plus qu'il dit lui-même ne pas faire partie de la mouvance d'Al-Qaida et n'avoir jamais rencontré Oussama ben Laden.

(JournaldeMontréal,NTR,jpd)

NGJPD1